



CHAPITRE 108

Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Québec

[Sanctionnée le 10 février 1955]

Préambule.

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite commission et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées; et Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunt autorisé.

1. En sus des pouvoirs conférés par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 113, ladite commission, nonobstant les dispositions à ce contraires contenues dans l'article 35 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, ou toute autre loi, est autorisée, par la présente loi, à emprunter, par émission d'obligations ou bons, sujet aux approbations préalables du surintendant de l'instruction publique et de la Commission municipale de Québec, une somme n'excédant pas deux millions de dollars, pour l'acquisition de terrains et de bâtisses, de gré à gré ou par expropriation, la construction et l'ameublement ou l'agrandissement d'écoles et de couvents ainsi que pour la construction et l'agrandissement de résidences dans les paroisses où il y a nécessité.

Dispositions applicables.

2. A partir du 1er juillet 1953, nonobstant toutes dispositions législatives incon-

CHAPTER 108

An Act respecting The Catholic School Commission of Quebec

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Preamble.

WHEREAS The Catholic School Commission of Quebec has, by its petition, represented that it is in the interest of the said commission, and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter and the acts amending the same be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Loan authorized.

1. In addition to the powers conferred by section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 113, the said commission, notwithstanding the provisions to the contrary contained in section 35 of the act 32 Victoria, chapter 16, or any other law, is hereby authorized to borrow, by means of an issue of bonds or debentures, subject to the previous approval of the Superintendent of Education and of the Quebec Municipal Commission, a sum not exceeding two million dollars for the acquisition of lands and buildings, by agreement or expropriation, and the construction and furnishing or extension of schools and convents as well as for the construction and enlargement of residences in the parishes where the same are necessary.

Provisions to apply.

2. As from the 1st of July, 1953, notwithstanding any inconsistent legislative

ciliables, l'article 257 de la Loi de l'instruction publique, remplacé par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 27, s'applique à la Commission des écoles catholiques de Québec.

provision, section 257 of the Education Act, replaced by section 2 of the act 13 George VI, chapter 27, shall apply to The Catholic School Commission of Quebec.

Traitements,
etc.

3. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le traitement du président de la Commission des écoles catholiques de Québec sera de cinq mille dollars par année, dont trois mille dollars à titre de salaire et deux mille dollars à titre de frais de représentation et de déplacement; quant aux autres membres de ladite commission, leur traitement sera de deux mille quatre cents dollars par année, dont mille six cents dollars à titre de salaire et huit cents dollars à titre de frais de représentation et de déplacement.

3. Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the salary of the chairman of The Catholic School Commission of Quebec shall be five thousand dollars per annum, of which three thousand dollars as salary and two thousand dollars as entertainment and travelling expenses; as to the other members of the said commission, their salary shall be two thousand four hundred dollars per annum, of which one thousand six hundred dollars as salary and eight hundred dollars as entertainment and travelling expenses. ^{Salaries, etc.}

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction. ^{Coming into force.}